

Conférence de presse des Fédérations CGT – UNSA – SUD-Rail – CFTD des cheminots du 17 octobre 2010

Bonjour à toutes et à tous, merci d'avoir répondu à notre invitation en ce dimanche.

Il nous a paru utile de faire ce point de presse à ce stade de la mobilisation contre le projet de loi portant réforme des retraites, car nous considérons que la semaine qui s'annonce peut constituer un tournant décisif pour le mouvement et le dossier des retraites.

Malgré les tentatives, peu convaincantes d'ailleurs, du Gouvernement et des responsables de l'UMP pour accréditer l'idée que la mobilisation s'essouffle, ce qui laisserait à penser, d'après eux, que les Français auraient enfin compris le bien fondé de la dite réforme tout au contraire, en apprécient le contexte social dans la globalité et sa diversité, nous estimons que le mouvement est bien ancré et il s'élargit tant sur le nombre d'entreprises touchées par les grèves sous diverses formes que sur le nombre de salariés qui s'engagent dans l'action.

Les nombreuses et importantes manifestations qui se sont déroulées hier sur le territoire ont constitué, dans le cadre d'un samedi, un nouveau jalon de la contestation sociale, que le Gouvernement et le Chef de l'Etat ne peuvent ignorer.

Il n'y a donc pas de pénurie pour la mobilisation sociale, comme une majorité de citoyens le revendique, le mouvement social interprofessionnel et unitaire porte l'objectif et l'exigence de stopper ce projet et d'obtenir l'ouverture de réelles négociations sur le fond, pas simplement sur des questions périphériques, pour assurer l'avenir des retraites et la pérennité du système par répartition, à fortiori que l'existant n'est pas satisfaisant. Rappelons que la réforme du régime général en 1993 et celle du régime de la Fonction Publique en 2003, sans occulter celle plus proche de 2007 concernant les régimes spéciaux, ont conduit à une baisse de 20% du montant des retraites versées.

Personne n'est pour le statut-quo, tous les acteurs, singulièrement les organisations syndicales ont des propositions alternatives notamment pour ce qui est de trouver d'autres sources de financement que de puiser sans arrêt dans la poche des salariés.

Personne n'est dupe, chacun aujourd'hui reconnaît que la réforme en cause a pour principal objectif de tailler dans les dépenses sociales, pour améliorer les comptes publics et rassurer ainsi les marchés financiers et les agences de notations financières internationales.

Au-delà du fond qui est le plus important, la méthode utilisée par le Chef de l'Etat et le Gouvernement est proprement scandaleuse.

Pas de négociation sociale nationale sur une question qui porte pourtant un enjeu de société déterminant. Que de bavardages, des conciliabules, des échanges qui conduisent Monsieur WOERTH à déclarer qu'il a discuté pendant des mois avec les organisations syndicales. C'est révoltant d'entendre ce genre de sortie.

Ce déni de démocratie sociale s'ajoute au fait que c'est la procédure d'urgence qui est employée au niveau parlementaire.

En caricaturant et méprisant les mobilisations, en passant en force cette réforme, en se fichant de ce qu'exprime majoritairement l'opinion publique, le Chef de l'Etat et le Gouvernement méprisent le peuple, c'est pourquoi ce projet de réforme injuste, inefficace et brutal doit être combattu de façon résolue.

Les cheminots engagés depuis le 12 octobre 2010 dans un mouvement de grève reconductible à l'appel de leurs fédérations syndicales, apprécient, c'est ce qu'ils souhaitent, que de plus en plus de secteurs professionnels s'impliquent dans cette mobilisation sous multiples formes, y compris dans des grèves reconductibles.

Le début de la semaine verra un élargissement de ce point de vue avec des décisions d'actions plus soutenues dans des secteurs comme les transports routiers, l'énergie, la poste, la métallurgie, la Fonction Publique et territoriale, le commerce... Un nouvel appel à la grève est lancé à la RATP à partir du 19 octobre...

Le suivi de l'action par les cheminots est assez classique dans un mouvement de grève reconductible, les pourcentages fluctuent d'un jour à l'autre dans une entreprise qui travaille en continu avec des horaires atypiques et 150 métiers différents.

On doit à la vérité de dire que les contraintes de la loi de 2007 dite sur « le service minimum » et la question du pouvoir d'achat pèsent aussi dans le contexte. La question du pouvoir d'achat est d'ailleurs posée à bon nombre de salariés.

Cela dit, le socle de grévistes est intéressant au point que la Direction de la SNCF se garde bien de communiquer des pourcentages ce week-end, pour la bonne et simple raison que la réalité des cheminots en grève par rapport à ceux devant travailler un week-end est supérieure aux chiffres que la Direction était autorisée à communiquer !

Autre fait significatif dans la période, le silence assourdissant du Président de la SNCF qui d'habitude n'hésite pas à parcourir les plateaux de télévision pour fustiger ces abominables grévistes.

Lui aussi n'est pas quitte par rapport à ce qui est posé plus globalement dans ce conflit, sur des questions concomitantes aux retraites, à savoir l'emploi, les salaires mais aussi sur l'avenir du service public SNCF.

Le Président de la SNCF, qui se dit un homme de dialogue, est donc appelé à ouvrir les négociations utiles sur les dossiers qui relèvent de sa responsabilité.

Vendredi 15 octobre, des Assemblées Générales de cheminots en grève ont décidé de suspendre le mouvement, mais en prenant l'engagement de créer les conditions de s'impliquer de nouveau à partir de ce soir (pour les postes de nuit) et de lundi matin.

A partir de là et nous avons des indicateurs en ce sens, et au regard du mépris, de la désinvolture, de l'arrogance, de la surdité affichés par le Gouvernement et les autorités de l'Etat, nos fédérations proposent aux cheminots qui ont suspendu le mouvement, à ceux qui n'y sont pas encore rentrés, de se réengager ou de s'engager résolument dans l'action de grève.

C'est impératif pour continuer à peser dans le mouvement et de créer les conditions de son élargissement et de son renforcement avec comme point d'orgue une puissante journée de grèves et de manifestations le mardi 19 octobre 2010.

Intervention de Didier LE RESTE Secrétaire Général de la Fédération CGT des Cheminots au nom des quatre fédérations syndicales représentatives à la SNCF.

Montreuil, le 17 octobre 2010.